

Ciments: La consommation repart à la baisse

• Léger recul de 0,45% en février

• Les méventes de l'immobilier impactent sur le secteur

APRÈS l'embellie enregistrée sur les ventes du ciment en janvier dernier (5,61%), la consommation du ciment repart à la baisse, avec un léger recul de 0,45% (soit 1,13 million de tonnes). Est-ce un retour à des proportions normales ou les signes avant coureurs d'autres contre-performances à l'avenir ? Les opérateurs doutent fort que ce soit un recul normal, mais redoutent un effondrement des ventes, suite aux grosses méventes qu'enregistre le secteur de l'immobilier tous segments confondus. Pour rappel, Addoha a été le premier groupe à annoncer le gel de ses constructions futures, le temps d'écouler les stocks importants d'immeubles partout au Maroc. L'autre grand groupe immobilier, Alliances a également des difficultés à travers ses deux filiales de construction (EMT et EMT

Baisse de la consommation en février 2015						
Mois de février	2015		2014		Ecart (%)	
	Mois	Cumul	Mois	Cumul	Mois	Cumul
Consommation en tonnes	1.136.916	2.221.248	1.142.053	2.168.747	-0,45	2,42

Source: Ministère de l'Habitat

Les ventes du ciment connaissent une correction sur le 2ème mois de l'année après l'embellie du mois de janvier



Bâtiment). D'aucuns avancent que si les grands groupes sont en difficultés, c'est que le secteur de la promotion immobilière traverse une période difficile marquée par une déconnexion entre l'offre et la demande, une bulle des prix sur le haut standing dans une conjoncture où la demande et la solvabilité des ménages régressent. Ce qui logiquement devrait annoncer les corrections des prix dans plusieurs villes. Autre facteur qui explique la baisse des ventes du ciment, le retard pris sur le dispositif de logement pour la classe moyenne. Un dispositif assez timide au démarrage. Très peu d'opérateurs osent franchir le pas, par manque d'incitatifs et

à cause de la cherté du foncier sur les principales villes où il y a une concentration de classe moyenne. Les rares expériences qui se font aujourd'hui dans le cadre de ce dispositif affichent des prix de ventes dépassant les 8.000 DH/m², alors que le prix conventionné est fixé à 6.000 DH.

Plus encore, selon les cimentiers, la surtaxation que connaît le secteur risque de compromettre les engagements pris en matière de logements sociaux plafonnés à 250.000 DH. En effet, le recouvrement de la taxe spéciale sur le ciment s'est élevé à 154 millions de DH en 2014, soit 11,67% de l'ensemble de la taxe payée à l'échelle nationale.

Au niveau du cumul des ventes du ciment des deux premiers mois de l'année, le taux passe de 5,61 à 2,42% (soit 2,22 millions de tonnes). Ceci étant, et malgré les difficultés commerciales, les opérateurs espèrent stabiliser les ventes cette année. «Au niveau de la fédération, nous espérons stabiliser la situation cette année», avait confié à L'Economiste David Toledano, président de la Fédération des industries des matériaux de construction (FMC). En attendant, le début d'année s'annonce mitigé pour l'ensemble du secteur. Un constat qui contraste avec les perspectives de relance en 2015 annoncées par plusieurs analystes. Des prévisions justifiées par les 189 milliards de commandes publiques (sur 3 ans) prévues par la loi des Finances. Le montant alloué pour cette année atteint 32 milliards de DH. Un budget qui devrait normalement profiter à tout l'écosystème BTP (chantiers de construction, société de gros œuvres, cimentiers, équipements...). □

A.At

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com